

Agriculture – Mesures complémentaires

OGM : Message clé : *interdire l'utilisation des OGM dans l'alimentation animale, leur culture en plein champ et mettre en place un « étiquetage sans OGM » sur les produits concernés.*

Quel usage des OGM dans l'agriculture française ?

- En France, les produits destinés à **l'alimentation humaine** doivent être étiquetés pour leur caractère génétiquement modifié, sauf en cas de présence fortuite à une teneur inférieure à 0,9%, en application du règlement 1829/2003 relatif aux denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés. On peut consommer des produits dérivés d'OGM sous la forme d'aliments, d'ingrédients, d'additifs, etc. 72% des Français trouvent important de pouvoir consommer des produits " sans OGM " et le droit de produire et consommer sans OGM est reconnu par la loi.
- **Cultures commerciales** OGM en France : sur les trois plantes OGM autorisées à la culture en Europe (les maïs MON 810 et T25 et la pomme de terre Amflora), seul le maïs MON 810 a été cultivé commercialement en France entre 1998 et 2008. Ces cultures commerciales ont été suspendues par arrêté du 7 février 2008, lequel a été annulé par le Conseil d'État le 28 novembre 2011. Sauf nouvelle mesure réglementaire, les cultures transgéniques pourraient reprendre en France lors de la prochaine campagne agricole, avec les risques sanitaires, environnementaux et socio-économiques qu'elles présentent.
- **Utilisation dans l'alimentation animale** : en dépit d'un rejet par une très grande majorité de consommateurs, les OGM se sont introduits dans la chaîne alimentaire par le biais des produits animaux destinés à notre consommation, comme la viande, les œufs, le lait. En effet, **la France importe chaque année 4 millions de tonnes de soja pour l'alimentation des porcs, volailles, bovins, ovins et caprins. Les filières d'importation sont opaques et il est difficile de savoir si ce soja importé est OGM ou non.** Dans les faits, d'après les informations disponibles, il l'est dans près de 80 % des cas.
- Les produits issus d'animaux nourris aux OGM ne portent aucune mention relative aux OGM. A contrario, les éleveurs qui produisent du lait, de la viande ou des œufs sans OGM, n'ont pas le droit de s'en prévaloir. Il y a un déficit

d'information du consommateur qui ne peut pas savoir si la viande ou les œufs de son assiette ont été produits à partir d'OGM. 93 % des Français trouvent anormal que les producteurs qui donnent de la nourriture contenant des OGM à leurs animaux n'aient aucune obligation de le mentionner sur leurs productions (viandes, lait, œufs...).

- L'objectif est un **élevage lié au sol**, adapté donc aux capacités de production céréalières et fourragères de la région. Un élevage dépendant d'importations massives crée de gros problèmes environnementaux (concentration d'effluents notamment) et présente une grande fragilité du fait des variations de plus en plus fortes des cours mondiaux des matières premières agricoles.

Les propositions de FNE

- A court terme, il est indispensable de rendre totalement transparente les filières OGM. Les lots de soja, de colza ou de coton transgéniques doivent être clairement identifiés et séparés des lots sans OGM. Les quantités importées doivent être rendues publiques. Le coût de cette traçabilité doit être supporté par les filières OGM.
- A court terme, le consommateur doit être informé clairement quant aux productions animales (viande, œufs, lait, poisson...), issues de ces farines et granulés. Une proposition de loi dans le sens d'un label « nourri sans OGM » a été déposée en juin 2011, tandis que le décret relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires issues de filières qualifiées « sans OGM » n'est toujours pas pris en application de la loi du 25 juin 2008.. Nous œuvrons pour voir aboutir ces projets au plus vite.
- A moyen terme, il faut retrouver l'indépendance protéinique de la ferme France et ne plus dépendre du soja importé du bout du monde. L'autonomie de l'élevage peut passer par la luzerne, le trèfle, l'herbe, le pois, la féverole, le lupin, cultures qui pourraient se substituer à ces importations.
- A moyen terme, il faut également clarifier la question des risques de contamination génétique, écologiques et sanitaire que font peser une technologie incertaine. L'expérimentation nécessaire ne doit se faire qu'en milieu confiné.
- A long terme, l'utilisation des OGM sera interdite dans l'alimentation animale pour garantir le droit des agriculteurs de produire sans OGM et des consommateurs de manger sans OGM.
- De même, face aux risques sanitaires, environnementaux et socio-économiques liés aux cultures en plein champ, celles-ci seront interdites pour mieux développer les modes d'exploitation durable et de qualité, basés sur la

spécificité des terroirs et sur des méthodes agronomiques éprouvées (diversité des productions, rotations, etc.) et à développer.

Pesticides les plus toxiques : Message clé : interdire les **pesticides les plus toxiques**, notamment pour les abeilles, les travailleurs agricoles et la population.

De quels pesticides s'agit-il ?

- Dans le cadre du Grenelle de l'environnement, le retrait du marché d'une liste de pesticides particulièrement dangereux a été actée. FNE suit de près la mise en œuvre de cette décision, qui concerne des produits dont les substances actives sont en train d'être retirées au niveau européen également.
- **Concernant la santé humaine** :
 - o 4 substances actives classées CMR 2 (forte présomption de d'effet cancérigène, mutagène, reprotoxique) et une trentaine classées CMR 3 (effets cancérogènes possibles) sont encore autorisées et très utilisées, elles doivent être retirées.
 - o de nombreuses molécules sont retrouvées dans les eaux destinées à l'alimentation humaine, en particulier les herbicides dont le Round Up. Le coût de la dépollution des eaux, obligatoire du fait de la toxicité des molécules pour l'homme, est extrêmement lourd et inacceptable pour la société.
- **Concernant l'environnement** : FNE agit aussi pour l'interdiction de l'ensemble des produits dangereux et/ou dont les effets sont mal évalués (ex. Cruiser, dangereux pour les abeilles, nombreux produits classés très dangereux pour les organismes aquatiques,...).

Algues vertes : Message clé : éliminer les causes de la prolifération des algues vertes en développant un élevage lié au sol.

D'où viennent les algues vertes ?

- Les algues vertes sont dues à des excédents de nitrates dans les eaux, principalement dus à la **concentration d'élevages sur de petits territoires** (élevages hors sol). Cette concentration des élevages et des effluents se traduit par des infiltrations très importantes de nitrates sous les sols saturés par la masse de ces effluents. Les nuisances s'accumulent alors en cascades : pollution de l'air par les émissions volatiles des lisiers, pollution de la ressource en eau qui dépasse la norme de potabilité légale en de nombreux captage (et condamnation de la France pour non-conformité), et enfin

prolifération des algues en bout de chaîne quand ces fertilisants arrivent à la mer.

- La Bretagne notamment concentre sur 4 départements la moitié des porcs et de la volaille française. La Bretagne est également la première région française en élevage bovin laitier. Au total, la quantité d'effluents produite chaque année (lisier, fientes et fumier), dans ces 4 départements est équivalente à la pollution azotée émise par 50 millions d'habitants.
- Le problème vient du fait que ces élevages sont sur-dimensionnés par rapport aux surfaces disponibles pour les nourrir (importations massives d'aliments) et pour recueillir leurs déjections (excédents azotés). L'objectif est un **élevage lié au sol**, adapté donc aux capacités de production céréalières et fourragères de la région et disposant des surfaces nécessaire à l'épandage des lisiers.
- Dans le cadre du **Grenelle de la mer**, la France s'est engagée à réduire de 40 % des flux de polluants (nitrates, phosphates) provenant de l'agriculture, de l'industrie et des stations d'épuration dans ses zones vulnérables.

Que propose FNE ?

- FNE demande d'engager, au niveau national, une évolution vers un élevage de qualité plus en lien avec le terroir.
- En Bretagne, les mesures suivantes doivent être mises en place :
 - **ne plus autoriser la moindre extension du cheptel.**
 - favoriser la **reconversion** vers l'élevage sur paille ou en plein air, les alternatives de qualité (élevages biologiques, élevages fermiers, label rouge) et les circuits courts.
 - appliquer la loi (installations classées...), et vérifier sur le terrain la réalité des **plans d'épandage**.
 - à plus long terme, les **importations de soja pour l'alimentation animale**, qui sous-tendent le modèle hors-sol breton, doivent être remises en cause.

Irrigation : Message clé : économiser 30 % de l'eau consommée d'ici 2017 par l'agriculture en diversifiant les assolements et en abandonnant les monocultures intensives irriguées.

Quelle consommation de l'eau par l'agriculture ?

- L'agriculture est le plus gros consommateur en eau en France avec 49 % de la consommation totale pour l'irrigation (2,8 milliards de mètres cubes), et jusqu'à 80% en été.
- Le développement du stockage de l'eau a presque toujours conduit au développement de cultures gourmandes en eau, comme le maïs, accroissant encore la consommation globale. 40 % de la surface irriguée est occupée par le maïs.
- 30% des pompages agricoles ne sont pas équipés de compteurs et 95 % des compteurs sont défectueux. (source : Conseil d'Etat, 2010)

FNE est-elle « contre » l'irrigation ?

- Lorsque l'eau disponible pour l'irrigation s'avère limitée, l'INRA recommande de concentrer les volumes disponibles sur des surfaces plus limitées, affectées à des cultures consommatrices mais bien rémunérées (arboriculture fruitière, légumes, production de semences). FNE soutient cette vision. Ainsi, FNE ne condamne pas l'irrigation quand elle s'opère sur des surfaces réduites, qu'elle est socialement équitable (10 ha maximum par exploitation), et permet une véritable diversification des cultures.
- Dans le Sud-ouest, le Centre ou le bassin parisien, l'irrigation des grandes cultures a au contraire pour seuls objectifs la maximisation et la sécurisation des rendements. Elle induit la poursuite du modèle actuel et une « fuite en avant » productiviste.

Quelles sont les propositions de FNE ?

- Organiser un débat public sur les questions d'irrigation, compte tenu de l'impact déjà important de l'irrigation sur la qualité des rivières et des nappes et la gestion de la ressource, du coût très important des infrastructures de stockage financées par de l'argent public.
- Encourager la diversification des cultures et les cultures peu gourmandes en eau. Plafonner l'irrigation à 10 ha par exploitation permettrait à d'autres cultures que le maïs (tournesol, sorgho, luzerne, maïs aussi blé, orge, colza...), qui peuvent se cultiver à partir de la seule eau de pluie, de s'implanter.
- Renoncer aux retenues collinaires¹ et retenues de soutien d'étiage². Seules les retenues de substitution³ peuvent être envisagées en dernier ressort,

¹ **Retenues collinaires** : barrage dans le lit mineur d'un ruisseau permanent ou non. La retenue est de petite taille, l'eau est prélevée dans la retenue et utilisée, généralement pour l'irrigation.

² **Retenue de soutien d'étiage** : créée par un grand barrage en travers d'un cours d'eau et d'une partie de sa vallée. Généralement de très grande taille (jusqu'à 100 millions de mètres cubes), elle se

quand toutes les solutions d'économie d'eau et d'évolution des cultures ont été utilisées et si les bénéfices environnementaux et économiques sont avérés.

- Pour l'attribution des volumes prélevables, rendre prioritaires les cultures à forte valeur ajoutée, respectueuses de l'environnement, et l'irrigation sur moins de 10 hectares des cultures fourragères pour sécuriser l'élevage.

Biodiversité : Message clé : rendre obligatoire dans toutes les exploitations agricoles une part de **10 % de surface dédiée à la nature**.

Pourquoi FNE demande-t-elle un pourcentage de surfaces dédiées à la nature sur chaque exploitation ?

- **Mesure poussée depuis des années par FNE**, notamment en réponse à l'obligation européenne de « maintien des particularités topographiques ». Aujourd'hui, les agriculteurs ont l'obligation de mettre en place 3% d'espaces dédiés à la nature sur leurs exploitations (conditionnalité de la PAC), et 5% en 2013. La Commission européenne propose 7% pour la PAC de l'après 2013.
- **Définition de FNE pour ces surfaces « dédiées à la nature »** ou espaces de régulation écologique ou infrastructures agroécologiques : tout espace de l'exploitation agricole qui n'est ni labouré, ni traité, ni fertilisé (haies, bosquets, mares, ruines, etc.)
- **Ces surfaces de biodiversité dans les exploitations agricoles présentent des avantages pour l'environnement et pour la production agricole :**
 - o Biodiversité : régulation des ravageurs par les auxiliaires de cultures, pollinisation
 - o Protection des sols : teneur en matière organique, lutte contre l'érosion
 - o Eau : limitation du ruissellement et épuration des eaux
 - o Climat : brise-vent, régulation des températures, stockage de carbone
- **Le pourcentage par exploitation** est plus souple pour les agriculteurs (implantation choisie par l'agriculteur) que le maintien strict des particularités

remplit en période de hautes eaux et peut déverser son eau dans la rivière quand le niveau est bas pour assurer un débit minimal biologique dans la rivière et / ou aux usagers à l'aval de la prélever directement dans la rivière.

³ **Retenue de substitution** : Situées en dehors des cours d'eau et déconnectées de la nappe, elles sont alimentées par pompage dans une rivière ou dans une nappe. Elles ne sont que marginalement alimentées par des eaux de pluie. Les plus récentes peuvent atteindre plusieurs millions de mètres cubes. Elles sont alimentées en période de hautes eaux et les irrigants puisent directement dedans en période d'étiage.

topographiques, et permet d'implanter des infrastructures agroécologiques dans les régions qui en sont dépourvues (Beauce). Il est simple à comprendre et facile à contrôler pour l'administration.

- **Le caractère « visible »** de la mesure est intéressant pour améliorer l'image de l'agriculture auprès des citoyens.

N'est-ce pas contraire à l'objectif de production alimentaire ?

- **L'impact sur les surfaces de production sera limité** car ce pourcentage inclut de nombreux espaces qui existent déjà dans de nombreuses régions (haies, bosquets, bandes tampons le long des cours d'eau, etc.)
- **Ces espaces de biodiversité sont favorables à la production agricole** en contribuant à la résilience de l'agroécosystème

Circuits de proximité : Message clé : développer les circuits de proximité en lien avec les producteurs locaux, grâce à des mesures fiscales, des aides à l'installation et des campagnes de communication.

Que propose FNE ?

- Mettre en place un plan de développement des marchés locaux, de la vente à la ferme, des circuits type AMAP, de commerces de proximité spécialisés dans les produits locaux
- Développer la traçabilité des produits alimentaires dans les circuits longs ; transparence sur les lieux de production et de transformation

Périurbain : Message clé : limiter la destruction des terres agricoles et des espaces naturels par des mesures réglementaires et fiscales, en encourageant notamment l'établissement de « ceintures nourricières » autour des villes.

Tous les acteurs du territoire, en particulier les élus locaux, les collectivités territoriales et les agriculteurs, doivent s'entendre pour arrêter l'artificialisation des sols qui se produit le plus souvent au détriment des terres agricoles les plus productives en périphérie de ville.

Que propose FNE ?

- Instaurer un bonus-malus qui pénaliserait financièrement les communes grandes consommatrices d'espace par habitant et financerait les communes à fortes densité.

- Les plus values liées au changement de destination des terres doivent être sévèrement taxées.
- Donner au Préfet les moyens de s'opposer à des opérations d'urbanisation excessives dans leur consommation d'espaces.
- Orienter fortement l'aménagement du territoire au moyen de SCOT et PLU rendus intégrant impérativement une déclinaison locale d'objectifs nationaux de préservation des terres agricoles et les espaces naturels
- L'organisme au service de la régulation de l'usage des terres agricoles, la SAFER, doit jouer son rôle dans la mise à disposition préférentielle en périphérie de ville de surfaces aux agriculteurs souhaitant développer un maraîchage de qualité et une vente de proximité.
- Améliorer la transparence du fonctionnement des SAFER afin que leur rôle apparaisse comme d'intérêt général.
- Demander une analyse précise des impacts sur la circulation des opérations d'urbanisation nouvelles
- Etudier la définition des périmètres zone agricole protégée (ZAP) et périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) à l'occasion de la préparation des SCOT
- Permettre aux intercommunalités de mettre en place des PAEN sans l'accord préalable du Département
- Renforcer l'articulation de ces deux outils avec les compétences d'urbanisme
- Articuler ces deux outils avec des outils fonciers permettant l'installation d'un certain type d'exploitation agricole répondant aux besoins d'une agriculture de proximité, notamment dans le cadre de ceintures nourricières autour des villes.

Agrocarburants : Message clé : *supprimer toute incitation financière au développement des **agrocarburants** industriels : ils ont un impact négatif sur l'environnement, concurrencent la vocation nourricière de l'agriculture et contribuent à la destruction de milieux naturels et forestiers, notamment tropicaux.*

Quelles sont les obligations européennes d'incorporation des agrocarburants ?

- La Directive 2009/28/CE sur les énergies renouvelables prévoit d'incorporer **10% d'énergies renouvelables dans les transports d'ici à 2020** (= agrocarburants principalement).
- La Directive prévoit des **critères de durabilité** (en cours de transposition en France) : les agrocarburants comptabilisés pour l'atteinte de cet objectif doivent permettre une économie de gaz à effet de serre de 35% (seuil qui passera à 50% en 2017). Les critères de durabilité prennent en compte les changements d'affectation des sols (déforestation, retournement de prairies, etc.) induits **directement** par la production d'agrocarburants, mais les changements d'affectation des sols **indirects** (CASI) ne sont pas pris en compte.

On parle de changement d'affectation des sols indirect quand les cultures énergétiques se mettent en place sur des parcelles actuellement en production alimentaire et que ces dernières se déplacent sur des surfaces actuellement en prairies ou en forêts.

Quels sont les problèmes posés par les filières industrielles d'agrocarburants (bioéthanol et biodiesel) ?

- **Concurrence avec la production alimentaire** : un rapport publié en juin 2011 par 10 organisations internationales dont la FAO, l'OCDE et l'OMC établit un lien entre l'augmentation mondiale de la production d'agrocarburants et la flambée des prix des denrées alimentaires. Il recommande l'abandon des politiques de soutien à la production ou à la consommation d'agrocarburants.
- **Faible bilan énergétique** : L'efficacité énergétique des agrocarburants est dérisoire : il faut dépenser 1 litre de pétrole pour en produire 2 seulement. Ce faible rendement ne compense pas les dégâts écologiques et sociaux induits par ces cultures industrielles.
- **Impact climatique** :
 - D'après une étude de l'ADEME publiée en juin 2010, en prenant en compte les changements d'affectations des sols, les émissions de gaz à effet de serre induits par les agrocarburants pourraient être **le double** de ceux émis par les énergies fossiles qu'ils remplacent.
 - D'après une étude de l'IFPRI publiée en octobre 2011, les changements d'affectation des sols font baisser de deux-tiers les économies de gaz à effet de serre des agrocarburants
- **Impact sur la biodiversité** :
 - Un récent rapport de l'IEEP estime que les changements d'affectation des sols (déforestation notamment) pourraient concerner des surfaces équivalentes à **deux fois la surface de la Belgique**.

- La principale culture concernée en France (le colza sur près d'un million d'hectares) est très consommatrice en pesticides en particulier en insecticides.

Quelles sont les incitations fiscales pour les agrocarburants ?

- **Exonération de Taxe intérieure sur la consommation** estimée à 196 M € pour 2011 (source : rapport de l'IGF sur les niches fiscales publié en juin 2011)
- Le rapport de l'IGF sur les niches fiscales, publié en juin 2011, affirme que les incitations fiscales pour les agrocarburants bénéficient à des opérateurs déjà solidement implantés et empêchent de nouveaux acteurs d'émerger sur le marché.